

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2016/29529]

**13 OCTOBRE 2016. — Décret modifiant le décret-cadre du 10 avril 2003
relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au point a), les mots « l'art dramatique y inclus le théâtre action » sont complétés par les mots « et le Théâtre jeune public »;
- 2° au point d), les mots « les musiques d'expression non classique » sont remplacés par les mots « les musiques non classiques »;
- 3° le 1°, alinéa 2, est complété par un point f) rédigé comme suit :
« f) le conte. »;
- 4° le 8° est remplacé par ce qui suit :
« 8° Recettes propres : tous les revenus de l'opérateur à l'exclusion de l'ensemble des aides financières qui lui sont directement accordées par une autorité publique quelconque. »;
- 5° l'article 1^{er} est complété par des points 10° à 17° libellés comme suit :
 - « 10° Théâtre jeune public : pratique théâtrale qui s'adresse principalement et durablement à un public d'enfants et d'adolescents âgés de 0 à 16 ans inclus, et qui tient compte dans l'élaboration de son projet artistique des spécificités de ce public et des modalités de production, de présentation et de diffusion qui répondent à ces spécificités.
 - 11° Catégorie : un ensemble de personnes morales visées à l'article 2, 1°, se caractérisant par des spécificités similaires ainsi que par des activités principales de même nature poursuivies dans le cadre du présent décret.
 - 12° Avis motivé : un avis répondant aux prescrits de l'article 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.
 - 13° Emploi artistique : l'emploi de personnes chargées de la conception, de l'exécution ou de la réalisation d'œuvres artistiques.
 - 14° Jeune public : un public d'enfants et d'adolescents âgés de 0 à 16 ans inclus.
 - 15° Bourse : une allocation attribuée à une personne physique pour un projet de recherche, de formation, de composition ou d'expérimentation contribuant au développement de son parcours professionnel.
 - 16° Aide au projet : une aide financière accordée à une personne physique ou morale en vue de soutenir la réalisation d'un projet déterminé, sur une durée maximale de trois ans.
 - 17° Contrat-programme : un dispositif contractuel accordant une aide financière à une personne morale en vue de soutenir son fonctionnement et ses activités, sur une période de cinq ans. ».

Art. 2. A l'article 2 du même décret-cadre, il est apporté les modifications suivantes :

- 1° le point a) est remplacé par un point a) libellé comme suit :
 - « a) qui relèvent, en ordre principal, d'une des catégories reprises ci-après :
 - i. les structures de création : celles qui sont dirigées par un ou plusieurs artistes et dédiées à la création, incluant notamment la conception, la composition, l'écriture, l'interprétation, la production, la coproduction, la diffusion, l'édition, la médiation et/ou la promotion des œuvres portées par ce ou ces artistes, sans gestion d'un lieu de représentation;
 - ii. les structures de services : celles qui sont dédiées à l'offre de services, à l'accompagnement à la diffusion ou à la production, la recherche, la réflexion, la formation, l'information et/ou la concertation, à destination des professionnels et/ou des publics;
 - iii. les lieux de diffusion : celles qui gèrent un ou plusieurs lieu(x) dédié(s) principalement à l'accueil de formes artistiques en arts de la scène et organisant dans ce(s) lieu(x) leur présentation aux publics;
 - iv. les lieux de création : celles qui gèrent un ou plusieurs lieu(x) dédié(s) principalement à la création de formes artistiques en arts de la scène, en production propre ou en coproduction, et organisant dans ce(s) lieu(x) leur présentation aux publics;
 - v. les festivals : celles qui se consacrent à l'organisation de manifestations artistiques annuelles ou pluriannuelles;

vi. les centres scéniques : celles qui sont missionnées pour développer dans un ou plusieurs domaine(s) des activités spécifiques au profit des publics et de l'ensemble des professionnels de ce ou ces domaine(s) et pour contribuer au rayonnement en Communauté française des œuvres les plus singulières; »;

2° au point b), les mots « , administratif ou artistique, » sont supprimés;

3° l'alinéa 2 est supprimé;

4° à l'alinéa 3, les mots « et des opérateurs relevant du Théâtre jeune public » sont ajoutés après les mots « Le Gouvernement arrête les missions des compagnies de théâtre-action »

Art. 3. A l'article 4 du même décret-cadre, il est apporté les modifications suivantes :

1° au point 1°, les mots « , à l'exception du Théâtre jeune public, » sont ajoutés entre les mots « pour le domaine de l'art dramatique » et les mots « le Conseil de l'Art dramatique »;

2° au point 4°, les mots « les musiques d'expression non classique » sont remplacés par les mots « les musiques non classiques »;

3° au point 6°, il est ajouté les termes « le domaine du conte ou » entre le terme « Pour » et les termes « les projets relevant ».

Art. 4. L'article 35 du même décret-cadre est remplacé par ce qui suit :

« Art. 35. – Il existe trois types d'aides financières :

1° la bourse;

2° l'aide au projet;

3° le contrat-programme. ».

Art. 5. Au chapitre I du Titre VI du même décret-cadre, il est inséré un article 35/1 libellé comme suit :

« Art.35/1. Une personne physique ou morale qui sollicite une aide financière précise le cas échéant dans sa demande si elle a pour objet une activité s'adressant principalement au jeune public au sens de l'article 1^{er}, 14°. » .

Art. 6. A l'article 36 du même décret-cadre, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, les termes « et par type d'activité » sont remplacés par les termes « et par types d'aide »;

2° le § 3 est supprimé.

Art. 7. L'article 37 du même décret-cadre est supprimé.

Art. 8. A l'article 40 du même décret-cadre, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « et par type d'activités » sont remplacés par les termes « et par types d'aide »;

2° à l'alinéa 2, les termes « et par type d'activités » sont remplacés par les termes « et par types d'aide ».

Art. 9. L'article 42 du même décret-cadre est supprimé.

Art. 10. A l'article 43 du même décret-cadre, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, les mots « bourse d'aide à la création artistique » sont remplacés par le mot « bourse »;

2° au § 1^{er}, les mots « projet de création original » sont remplacés par les mots « projet de recherche, de formation, de composition ou d'expérimentation contribuant au développement de son parcours professionnel »;

3° le § 2 est remplacé par un § 2 libellé comme suit :

« § 2. La demande de bourse est introduite au moyen d'un formulaire transmis par le service de l'Administration désigné par le Gouvernement.

Il y est mentionné le ou les domaine(s) parmi ceux visés à l'article 1^{er}. ».

Art. 11. A l'article 45 du même décret-cadre, les mots « selon le modèle transmis par le service désigné par le Gouvernement » sont ajoutés entre les mots « émet un avis motivé » et les mots « sur l'opportunité d'octroyer une bourse ».

Art. 12. Il est ajouté un article 45 /1 libellé comme suit :

« Art. 45/1. Le Gouvernement statue sur les demandes visées à l'article 43. ».

Art. 13. A l'article 46 du même décret-cadre, les mots « par voie recommandée » sont remplacés par les mots « par envoi recommandé ».

Art. 14. Le libellé du Chapitre III du Titre VI est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre III. - Des aides aux projets. ».

Art. 15. L'article 47 du même décret-cadre est remplacé un article 47 libellé comme suit :

« Art. 47. Pour pouvoir bénéficier d'une aide au projet, le demandeur doit :

1° être une personne physique ou morale reconnue en vertu du présent décret;

2° ne pas disposer d'un contrat-programme dont le montant de la subvention annuelle dépasse un montant déterminé par le Gouvernement en fonction du domaine, et pour autant que le montant cumulé de l'aide au projet et du contrat-programme ne dépasse pas ce montant. ».

Art. 16. L'article 48 du même décret-cadre est remplacé par ce qui suit :

« Art. 48. La demande d'aide au projet est introduite au moyen d'un formulaire transmis par le service désigné par le gouvernement comprenant les éléments suivants :

- 1° le ou les domaine(s) parmi ceux visés à l'article 1^{er};
- 2° pour une personne morale, la catégorie dont elle relève parmi celles visées à l'article 2, 1°, a);
- 3° une description du projet d'activités pour lequel est sollicitée la subvention et, lorsque la demande vise une coproduction, l'accord liant les parties;
- 4° un budget prévisionnel afférent à ce projet dont notamment une description des autres aides financières publiques et privées sollicitées et/ou obtenues pour le projet concerné au moment du dépôt de la demande;
- 5° une note relative au volume des activités prévues;
- 6° un plan de diffusion du projet;
- 7° une description des publics visés;
- 8° une description du volume d'emploi dont le volume d'emploi artistique, et de la politique salariale.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, un formulaire simplifié est mis à disposition des demandeurs par ce même service. Le Gouvernement détermine les éléments de l'alinéa 1^{er} qui en considération du domaine, de la catégorie et du montant de la subvention sollicitée ne doivent pas être repris dans ce formulaire simplifié. ».

Art. 17. A l'article 49 du même décret-cadre, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le point 1° est complété par les termes « et/ou les publics touchés »;
- 2° le point 2° est complété par les termes « dont le volume d'emploi artistique ainsi que la politique salariale. »;

Art. 18. L'article 50 du même décret-cadre est remplacé par ce qui suit :

« Art. 50. L'instance émet un avis motivé selon le modèle transmis par le service désigné par le Gouvernement sur l'opportunité d'octroyer une aide au projet et le montant de celle-ci.

A cette fin, l'instance prend en considération la spécificité du demandeur et s'appuie notamment sur les critères d'évaluation suivants :

- 1° la qualité artistique et culturelle du projet;
- 2° l'attention portée aux créateurs, auteurs, compositeurs, et interprètes de la Communauté française et l'utilisation de formes ou expressions les plus singulières dans le domaine concerné;
- 3° l'inscription dans le paysage artistique et culturel de la Communauté française, et le cas échéant les capacités de rayonnement à l'échelle nationale et internationale;
- 4° l'adéquation entre le projet artistique et les modalités, notamment budgétaires, de mise œuvre de celui-ci. ».

Art. 19. Il est ajouté un article 50/1 libellé comme suit :

« Art. 50/1. Le Gouvernement statue sur les demandes visées à l'article 48. ».

Art. 20. Au Chapitre III du Titre VI du même décret-cadre, il est ajouté une Section 3 libellée comme suit :

« Section 3. Durée »

Art. 50/2. L'aide au projet porte sur un projet d'activités d'une durée maximale de trois ans. La subvention est liquidée annuellement.

L'aide au projet prend immédiatement fin si le bénéficiaire de l'aide au projet obtient un contrat-programme dont le montant de la subvention annuelle dépasse le montant fixé par le Gouvernement en application de l'article 47, 2°, ou si le montant cumulé de l'aide au projet et du contrat-programme dépasse le montant fixé par le Gouvernement en application de l'article 47, 2°. » .

Art. 21. Au Chapitre III du Titre VI, il est ajouté une Section 4 qui précède l'article 51 du même décret-cadre, libellée comme suit :

« Section 4. – Evaluation ».

Art. 22. A l'article 51 du même décret-cadre, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots « aide ponctuelle » sont remplacés par les mots « aide au projet »;
- 2° les mots « rapport d'activité » sont remplacés par les mots « rapport d'activité final »;
- 3° le point 4° est complété par les mots « et/ou les publics touchés ».

Art. 23. A la Section 4 du Chapitre III du Titre VI du même décret-cadre, il est ajouté un article 51/1 libellé comme suit :

« Art. 51/1. § 1^{er}. La personne bénéficiaire d'une aide au projet pluriannuelle adresse à l'administration, au terme de chaque exercice écoulé, son rapport d'activité annuel.

Ce rapport reprend au moins les éléments suivants :

- 1° un état d'avancement des projets;
- 2° les bilans et comptes de l'exercice écoulé.

L'opérateur présente également pour l'exercice suivant ses projets artistiques et le budget prévisionnel.

§ 2. Lorsque le rapport ne lui est pas adressé dans les délais impartis, l'administration adresse à la personne un rappel et, à défaut de réception du rapport dans le mois, une mise en demeure par voie recommandée. Le délai dans lequel il doit être satisfait à cette mise en demeure est de 15 jours.

§ 3. Le service de l'administration désigné par le Gouvernement est chargé d'analyser le rapport d'activité annuel. En cas de non-respect des conditions de l'aide au projet, cette dernière peut être suspendue, modifiée ou résiliée sur base de l'article 51/2. ».

Art. 24. Au Chapitre III du Titre VI du même décret-cadre, il est ajouté une Section 5 libellée comme suit :

« Section 5.- Suspension, modification, résiliation

Art. 51/2. Les modalités de suspension, modification et résiliation sont fixées par le Gouvernement. Aucune aide au projet ne peut être suspendue, modifiée ou résiliée sans avoir été soumise au préalable à l'avis de l'instance compétente, à l'exception de la sanction automatique prévue à l'article 50 /2, alinéa 2. ».

Art. 25. Le Chapitre IV intitulé « Des conventions » du même décret-cadre, comprenant les articles 52 à 61, est supprimé.

Art. 26. A l'article 62 du même décret-cadre, les points 2° et 3° sont remplacés par ce qui suit :

« 2° tenir la comptabilité et établir ses comptes, conformément à l'article 17 de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations et de la loi la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises;

3° justifier, durant les trois années qui précèdent la demande, d'une période d'activité professionnelle régulière dans le secteur des arts de la scène et/ou d'aides aux projets; ».

Art. 27. A l'article 62 du même décret-cadre, le point 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° s'il s'agit d'un premier contrat-programme, être en équilibre financier ou, s'il s'agit d'un renouvellement et que l'opérateur présente un déséquilibre financier, disposer d'un plan d'assainissement approuvé par le Gouvernement ou présenter simultanément à la demande un projet de plan d'assainissement financier. Le cas échéant, le contrat-programme est suspendu, après un an, tant que le projet de plan d'assainissement n'a pas été approuvé par le Gouvernement. ».

Art. 28. L'article 63 du même décret-cadre, est remplacé par ce qui suit :

« Article 63. La demande de contrat-programme est introduite au moyen d'un formulaire transmis par le service désigné par le gouvernement comprenant les éléments suivants :

- 1° le ou les domaine(s) parmi ceux visés à l'article 1^{er};
- 2° la catégorie dont relève l'opérateur parmi celles visées à l'article 2, 1°, a);
- 3° les coordonnées de l'opérateur et de ses responsables;
- 4° l'historique de l'opérateur;
- 5° en cas de premier contrat-programme, une présentation synthétique des activités menées durant les trois années précédant le dépôt du dossier relatif aux :
 - a) activités réalisées en Communauté française, à l'échelle nationale et internationale;
 - b) audiences et/ou aux publics touché(es);
 - c) collaborations menées avec d'autres opérateurs et d'autres partenaires culturels communautaires, nationaux et internationaux;
- 6° le bilan et les comptes de résultats de l'exercice comptable précédant le dépôt du dossier;
- 7° pour les cinq années visées par la demande, la présentation du projet d'activités dont :
 - a) les lignes de force et les objectifs, en ce compris l'inscription du projet dans son environnement artistique et culturel communautaire, national et international;
 - b) la politique d'accompagnement, de soutien ou de promotion des artistes et des créateurs, en particulier l'attention portée aux œuvres, aux auteurs et aux compositeurs contemporains de la Communauté française;
 - c) les types et le volume des activités planifiées, en moyenne annuelle et sur la durée du contrat-programme sollicité;
 - d) le plan de diffusion des activités en ce compris leur rayonnement communautaire, national et international;
 - e) le plan de promotion incluant les technologies numériques;
 - f) les publics visés et les stratégies de médiation culturelle, en ce compris les objectifs et les moyens de sensibilisation et d'action à l'égard des publics scolaires et des établissements d'enseignement organisés ou subventionnés de la Communauté française;
 - g) la politique relative aux prix d'accès des activités;
 - h) le volume d'audience pressenti, en moyenne annuelle, exprimé en pourcentage de la ou des jauges du ou des lieux d'exploitation des spectacles;
 - i) les budgets prévisionnels relatifs aux deux premiers exercices comptables, en ce compris le pourcentage de recettes propres envisagées ainsi qu'une présentation de la répartition des charges de l'opérateur relatives :
 - aux infrastructures;
 - aux activités artistiques;
 - au fonctionnement;
 - aux missions spécifiques éventuellement confiées;
 - j) le volume d'emploi dont le volume d'emploi artistique, et la politique salariale;
 - k) les modalités de collaboration avec une ou plusieurs personnes morales ou physiques reconnues sur la base du présent décret et les processus d'optimisation et de mutualisation;
 - l) Les règles de bonne gouvernance, telles que prévues à l'article 76 /1.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, un formulaire simplifié est mis à disposition des demandeurs. Le Gouvernement détermine les éléments de l'alinéa 1^{er} qui en considération du domaine, de la catégorie et du montant de la subvention sollicitée ne doivent pas être repris dans ce formulaire simplifié. ».

Art. 29. L'article 64 du même décret-cadre est remplacé par ce qui suit :

« Art. 64. Le service de l'administration désigné par le Gouvernement examine la demande, sous forme d'un rapport type qu'il transmet à l'instance d'avis compétente, notamment sur la base des critères objectivables suivants :

- 1° les éléments visés à l'article 63;
- 2° la faisabilité financière du projet. ».

Art. 30. L'article 65 du même décret-cadre est remplacé par ce qui suit :

« Art. 65. L'instance émet un avis motivé selon le modèle transmis par le service désigné par le Gouvernement sur l'opportunité d'octroyer un contrat programme et le montant de celui-ci.

A cette fin, l'instance prend en considération la spécificité du demandeur et s'appuie notamment sur les critères d'évaluation suivants :

- 1° la qualité artistique et culturelle du projet;
- 2° l'attention portée aux créateurs, auteurs, compositeurs, et interprètes de la Communauté française et l'utilisation de formes ou expressions les plus singulières dans le domaine concerné;
- 3° la capacité de médiation culturelle;
- 4° l'inscription dans le paysage artistique et culturel de la Communauté française, et le cas échéant les capacités de rayonnement à l'échelle nationale et internationale;
- 5° l'adéquation entre le projet artistique et les modalités, notamment budgétaires, de mise œuvre de celui-ci;
- 6° la plus-value du soutien structurel, en particulier en matière d'emploi artistique. ».

Art. 31. Il est ajouté un article 65/1 libellé comme suit :

« Art. 65/1. Le Gouvernement statue sur les demandes visées à l'article 63. ».

Art. 32. A l'article 67, § 1^{er}, du même décret-cadre, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er}, 1° à 4°, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le contrat-programme contient, en toute ou partie en fonction de la catégorie et du montant de la subvention, les éléments suivants :

- 1° la date d'entrée en vigueur et la date d'échéance;
- 2° l'objet pour lequel la subvention est octroyée dont :
 - a) le ou les domaines parmi ceux visés à l'article 1^{er};
 - b) la catégorie dont relève l'opérateur parmi celles visées à l'article 2, 1°, a
 - c) la description du projet et des objectifs fixés pour la période de subventionnement au regard des éléments repris à l'article 63, 7°;
 - d) les critères d'évaluation tels que fixés à l'article 65 et en référence aux objectifs fixés dans le contrat-programme;
- 3° le montant de la subvention et ses modalités de liquidation; ce montant est indexé annuellement en fonction du rapport entre l'indice santé du mois de janvier de l'année en cours et celui du mois de janvier de l'année précédente, et ce, pour la première fois, à partir du 1^{er} janvier 2019. »;

2° les points 5° à 9° deviennent respectivement les points 4° à 8°.

Art. 33. L'article 67, § 2, du même décret-cadre est supprimé.

Art. 34. A l'article 68 du même décret-cadre, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au § 1^{er}, alinéa 2, les mots « pour l'exercice suivant » sont remplacés par les mots « pour les deux exercices suivants »;
- 2° au § 2, les mots « voie recommandée » sont remplacés par les mots « envoi recommandé »;
- 3° un § 3, libellé comme suit, est ajouté :

« § 3. Le service de l'administration désigné par le Gouvernement est chargé d'analyser le rapport d'activité annuel. En cas de non-respect des conditions du contrat-programme, ce dernier peut être suspendu, modifié ou résilié sur base de l'article 71. ».

Art. 35. L'article 69 du même décret-cadre, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 69. Dans les trois mois qui suivent la mi-parcours du contrat-programme, l'administration informe l'instance sur le degré d'exécution de celui-ci, établi sur base des rapports d'activités des deux premiers exercices du contrat-programme. Cette dernière l'assortit de commentaire et, le cas échéant, de propositions. ».

Art. 36. A l'article 70 du même décret-cadre, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 2, les termes « du renouvellement » sont supprimés;
- 2° il est ajouté deux alinéas libellés comme suit :

« A défaut d'une décision du Gouvernement quant à l'octroi du renouvellement du contrat-programme à l'échéance de celui-ci, la période de subvention, est prolongée pour une durée d'un an pour autant que l'opérateur ne soit pas dans une situation justifiant une suspension, modification ou résiliation du contrat-programme. Dans l'hypothèse d'une décision de renouvellement du contrat-programme, la durée de cette prolongation est incluse dans la durée de cinq ans visée à l'article 66.

Sous réserve des limites des crédits budgétaires disponibles visées à l'article 39, le montant de la subvention de cet exercice est égal au montant de la subvention annuelle prévue par le contrat programme arrivant à échéance. ».

Art. 37. A l'article 73 du même décret-cadre, les mots « d'une convention ou » sont supprimés.

Art. 38. A l'article 74 du même décret-cadre, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa premier, les mots « un ou plusieurs intendants chargés » sont remplacés par les mots « le service chargé »;
- 2° à l'alinéa premier, les mots « conventions et » sont supprimés;
- 3° l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 39. A l'article 75 du même décret-cadre, les mots « Les intendants font rapport de leurs missions » sont remplacés par les mots « Le service désigné en application de l'article 74 fait rapport de ses missions ».

Art. 40. A l'article 76 du même décret-cadre, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « ou d'une convention » sont supprimés;
- 2° au § 1^{er}, alinéa 2, les mots « de l'intendant compétent » sont remplacés par les mots « du service désigné par le Gouvernement en application de l'article 74 »;
- 3° au § 2, les mots « ou d'une convention » sont supprimés;
- 4° au § 3, les mots « ou la convention » sont supprimés;
- 5° au § 4, les mots « un ou plusieurs intendant » sont remplacés par les mots « le service désigné par le Gouvernement en application de l'article 74 »;
- 6° au § 4, les mots « ou la convention » sont supprimés.

Art. 41. Un nouveau Titre VIIIbis, intitulé « Des principes de bonne gouvernance », est inséré dans le même décret et libellé comme suit :

« TITRE VIII BIS. – Des principes de bonne gouvernance

Article 76/1. Les opérateurs bénéficiant d'un contrat-programme se fixent des règles de bonne gouvernance notamment parmi les éléments suivants :

- 1° un appel public à candidatures pour le recrutement et la sélection de la direction;
- 2° un cadre officiel et écrit d'accords entre le conseil d'administration et la direction déterminant notamment les éléments suivants :
 - a) le rôle de la direction au sein des organes de gestion;
 - b) la durée des mandats de direction;
 - c) l'évaluation par le conseil d'administration du projet artistique et de la gestion de la direction, de manière périodique et/ou avant le renouvellement du mandat de direction;
 - d) les éventuelles incompatibilités des mandats de direction;
 - e) l'étendue de la responsabilité de la direction. ».

Art. 42. A l'article 77, § 1^{er}, du même décret-cadre, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° il est ajouté un point 7° libellé comme suit :

« 7° l'arrêté royal du 1^{er} août 1964 réglant l'octroi des subventions aux festivals d'art dramatique, musical ou lyrique, organisé en Belgique; »;
- 2° il est ajouté un point 8° libellé comme suit :

« 8° le décret du 13 juillet 1994 relatif au théâtre pour l'enfance et la jeunesse. ».

Art. 43. Au chapitre II du Titre IX « Dispositions finales » du même décret-cadre, il est inséré un article 81/1 libellé comme suit :

« 81/1. § 1^{er} Les conventions et les contrats-programmes conclus dans le cadre du présent décret, en vigueur à la date du 1^{er} juillet 2016, prennent fin le 31 décembre 2017.

Prendent fin le 31 décembre 2017 :

- 1° l'agrément des compagnies accordé en application du décret du 13 juillet 1994 relatif au théâtre pour l'enfance et la jeunesse;
- 2° la reconnaissance et le contrat programme des compagnies accordés en application du même décret du 13 juillet 1994;
- 3° l'agrément des centres dramatiques accordé en application du même décret du 13 juillet 1994.

§ 2. Tous les contrats-programmes à conclure dans le cadre du secteur professionnel des arts de la scène débutent le 1^{er} janvier 2018 et arrivent à échéance le 31 décembre 2022.

Les demandes de contrats-programme pour la période 2018-2022 sont déposées le 16 janvier 2017 au plus tard, sous peine d'irrecevabilité.

§ 3. Les demandes d'aides aux projets pluriannuelles pour la période 2018-2019 ou 2018-2020 sont déposées le 16 janvier 2017 au plus tard, sous peine d'irrecevabilité.

§ 4. Pour les opérateurs du secteur des arts de la scène dont la convention ou le contrat-programme arrive à échéance le 31 décembre 2016, le Gouvernement doit prolonger la convention ou le contrat-programme d'un an, pour autant que l'opérateur ne soit pas dans une situation justifiant une suspension, modification ou résiliation de la convention ou du contrat-programme.

§ 5. Les opérateurs du secteur des arts de la scène dont la convention ou le contrat-programme a pris fin anticipativement en application du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et qui n'obtiennent pas le renouvellement pour la période 2018-2022, bénéficient d'une aide au projet durant la ou les années qui restai(en)t à courir de leur convention ou de leur contrat-programme pour autant qu'ils ne soient pas dans une situation qui aurait justifié une suspension, modification ou résiliation de la convention ou du contrat-programme.

Les compagnies agréées ou reconnues ainsi que les centres dramatiques agréés en application du décret du 13 juillet 1994 relatif au théâtre pour l'enfance et la jeunesse dont l'agrément ou la reconnaissance a pris fin anticipativement en application du § 1^{er}, alinéa 2, et qui n'obtiennent pas le renouvellement pour la période 2018-2022, bénéficient d'une aide ponctuelle durant la ou les années qui restai(en)t à courir de leur agrément ou de leur reconnaissance pour autant qu'ils ne soient pas dans une situation qui aurait justifié une suspension ou le retrait de l'agrément ou de la reconnaissance.

Sous réserve de la disponibilité des crédits budgétaires visée à l'article 39, le montant de l'aide ponctuelle visée aux alinéas 1^{er} et 2 est équivalent à celui de la convention, du contrat-programme, de l'agrément ou de la reconnaissance qui a pris fin anticipativement en application du § 1^{er}.

§ 6. Jusqu'à la création d'une instance d'avis transversale aux arts de la scène et spécifique aux projets jeune public, les demandes d'aides financières visées à l'article 35 relatives au Théâtre jeune public sont introduites auprès du Conseil du Théâtre pour l'Enfance et la Jeunesse. ».

Art. 44. Le présent décret entre en vigueur le dixième jour qui suit sa publication au *Moniteur Belge*, à l'exception de l'article 42,2°, du présent décret, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 octobre 2016.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

Mme A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Education,

Mme M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,

Mme I. SIMONIS

—————
Note

Session 2015-2016

Documents du Parlement. Projet de décret, n°332-1. –

Session 2016-2017

Documents du Parlement – Amendements de commission, n° 332-2 – Rapport, n° 332-3

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 12 octobre 2016.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29529]

13 OKTOBER 2016. — Decreet tot wijziging van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 1 van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten wordt gewijzigd als volgt :

- 1° in punt a), worden de woorden “de dramatische kunst met inbegrip van het actietheater” aangevuld met de woorden “en het theater voor jong publiek;
- 2° in punt d), worden de woorden “de niet-klassieke kunst” vervangen door de woorden “de niet klassieke muziek” ;
- 3° 1°, tweede lid, wordt aangevuld met een punt f), luidend als volgt :
“f) het sprookje”;
- 4° 8° wordt vervangen als volgt :
“8° Eigen ontvangsten : alle ontvangsten van de operator, met uitsluiting van elke financiële steun die hem rechtstreeks door een overheid wordt toegekend.”;
- 5° Artikel 1 wordt aangevuld met de punten 10° tot 17°, luidend als volgt :
“10° Theater voor jong publiek : theaterpraktijk die zich hoofdzakelijk en op duurzame wijze richt tot een publiek bestaande uit kinderen en adolescenten die tussen 0 en 16 jaar oud zijn, en die voor het ontwikkelen van het artistieke project rekening houdt met de kenmerken van dat publiek en met de nadere regels voor de productie, de voorstelling en de verspreiding die aan die kenmerken beantwoorden.
11° Categorie : een geheel van rechtspersonen zoals bedoeld in artikel 2, 1° die gelijkaardige kenmerken vertonen en gelijkaardige hoofdactiviteiten uitoefenen in het kader van dit decreet.

- 12° Gemotiveerd advies : advies dat beantwoordt aan de voorschriften van artikel 3 van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.
- 13° Artistieke betrekking : de betrekking van een persoon die wordt belast met de opvatting, de uitvoering of de verwezenlijking van kunstwerken.
- 14° Jong publiek : een publiek bestaande uit kinderen en adolescenten die tussen 0 en 16 jaar oud zijn.
- 15° Beurs : een toelage die wordt toegekend aan een natuurlijke persoon voor een project op het gebied van onderzoek, vorming, compositie of experimentering dat bijdraagt tot de ontwikkeling van zijn beroepstraject.
- 16° Steun voor een project : financiële steun die aan een natuurlijke persoon of aan een rechtspersoon wordt toegekend om de verwezenlijking van een bepaald project te ondersteunen over een maximumtermijn van drie jaar.
- 17° programmaovereenkomst : een contractueel stelsel dat financiële steun verleent aan een rechtspersoon om zijn werking en zijn activiteiten over een periode van vijf jaar te ondersteunen.”.

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde kaderdecreet wordt gewijzigd als volgt :

1° punt a) wordt vervangen door een punt a), luidend als volgt :

“a) die, in hoofdzaak, ressorteert onder één van de hierna vermelde categorieën :

- i. de creatiestructuren : deze die worden geleid door één of meer kunstenaars en die bestemd zijn voor creatie, dit is onder meer opvatting, compositie, scenarioschrijven, vertolking, productie, coproductie, verspreiding, uitgave, bemiddeling en/of promotie van de door die kunstenaar(aars) gedragen werken, met uitsluiting van het beheer van een voorstellingsplaats;
- ii. dienstverlenende structuren : deze die bestemd zijn voor dienstenaanbod, ondersteuning van verspreiding of productie, onderzoek, bezinning, opleiding, informatie en/of overleg, met bestemming van professionals en/of het publiek;
- iii. verspreidingsplaatsen : deze die één of meer plaatsen beheren die hoofdzakelijk bestemd zijn voor het voorstellen van kunstvormen op het vlak van podiumkunsten en die op die plaatsen die voorstelling aan het publiek organiseren;
- iv. creatieplaatsen : deze die één of meer plaatsen beheren die hoofdzakelijk bestemd zijn voor de creatie van kunstvormen op het vlak van podiumkunsten, eigen productie of coproductie, en die op die plaatsen die voorstelling aan het publiek organiseren;
- v. festivals : deze die jaarlijkse of meerjaarlijkse kunstevenementen organiseren;
- vi. podiumkunstencentra : deze die de opdracht krijgen om in één of meer domeinen specifieke activiteiten te ontwikkelen voor het publiek en alle professionals van die domeinen, en om bij te dragen tot de uitstraling in de Franse Gemeenschap van de eigenaardigste werken;”;

2° in punt b), worden de woorden “administratief of artistiek” geschrapt;

3° het tweede lid wordt afgeschaft;

4° in het derde lid, worden de woorden “en van de operatoren die onder het theater voor jong publiek ressorteren” toegevoegd na de woorden “De Regering beschrijft de opdrachten van de gezelschappen voor actietheater “.

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde kaderdecreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in punt 1°, worden de woorden “, met uitzondering van het theater voor het jonge publiek,” toegevoegd tussen de woorden “het domein van de dramatische kunst” en de woorden “, de Raad voor de Dramatische kunst”;

2° in punt 4°, worden, in de Franse tekst, de woorden “les musiques d’expression non classique” vervangen door de woorden “les musiques non classiques”;

3° in punt 6° worden de woorden “het domein van het sprookje of” toegevoegd tussen het woord “Voor” en de woorden “de projecten waarvan”.

Art. 4. Artikel 35 van hetzelfde kaderdecreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 35. Er bestaan drie soorten financiële steun :

1° de beurs;

2° de steun voor het project;

3° de programmaovereenkomst.”.

Art. 5. In hoofdstuk I van Titel VI van hetzelfde kaderdecreet wordt een artikel 35/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 35/1. Een natuurlijke persoon of een rechtspersoon die een financiële steun aanvraagt, vermeldt in zijn aanvraag, in voorkomend geval, of deze betrekking heeft op een activiteit die zich hoofdzakelijk richt tot het jonge publiek in de zin van artikel 1, 14°.”.

Art. 6. Artikel 36 van het hetzelfde kaderdecreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, worden de woorden “en per type activiteit” vervangen door de woorden “en per type steun”;

2° § 3 wordt afgeschaft.

Art. 7. Artikel 37 van hetzelfde kaderdecreet wordt afgeschaft.

Art. 8. Artikel 40 van hetzelfde kaderdecreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid, worden de woorden “en per type activiteit” vervangen door de woorden “en per type steun”;

2° in het tweede lid worden de woorden “en per type activiteit” vervangen door de woorden “en per type steun”.

Art. 9. Artikel 42 van hetzelfde kaderdecreet wordt afgeschaft.

Art. 10. Artikel 43 van hetzelfde kaderdecreet wordt gewijzigd als volgt :

- 1° in § 1, worden de woorden “beurs voor steun aan de artistieke creatie” vervangen door het woord “beurs”;
- 2° in § 1, worden de woorden “origineel creatieproject” vervangen door de woorden “project inzake onderzoek, opleiding, compositie of experimentering dat tot de ontwikkeling van zijn professionele traject bijdraagt”;
- 3° § 2 wordt vervangen door een § 2, luidend als volgt :

“§ 2. De aanvraag om een beurs wordt ingediend door middel van een formulier dat wordt bezorgd door de dienst van de administratie die door de Regering wordt aangewezen.

Het (de) domein(en) onder deze die in artikel 1 bedoeld zijn, worden daarop vermeld.”.

Art. 11. In artikel 45 van hetzelfde kaderdecreet, worden de woorden “, volgens het model dat wordt bezorgd door de dienst die door de Regering wordt aangewezen,” ingevoegd tussen de woorden “Zij brengt een met redenen omkleed advies” en de woorden “ uit over de wenselijkheid”.

Art. 12. Er wordt een artikel 45/1 toegevoegd, luidend als volgt :

“De Regering beslist over de in artikel 43 bedoelde aanvragen.”.

Art. 13. In artikel 46 van hetzelfde kaderdecreet, in de Franse tekst, worden de woorden “par voie recommandée” vervangen door de woorden “par envoi recommandé”.

Art. 14. Het opschrift van hoofdstuk III van titel VI wordt vervangen als volgt :

“Steun voor projecten.”.

Art. 15. Artikel 47 van hetzelfde kaderdecreet wordt vervangen door een artikel 47, luidend als volgt :

“Art. 47. Om een steun voor een project te kunnen genieten, moet de aanvrager :

- 1° een natuurlijke persoon of een rechtspersoon zijn die krachtens dit decreet erkend is;
- 2° over geen programmaovereenkomst beschikken waarvan het bedrag van de jaarsubsidie hoger is dan een bedrag dat door de Regering op grond van het domein wordt bepaald, voor zover het gecumuleerde bedrag van de steun voor het project en de programmaovereenkomst niet hoger is dan dit bedrag.”.

Art. 16. Artikel 48 van hetzelfde kaderdecreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 48. De aanvraag om steun voor het project wordt ingediend door middel van een formulier dat wordt bezorgd door de door de Regering aangewezen dienst, en bestaat uit de volgende gegevens :

- 1° het (de) domein(en) onder deze die in artikel 1 bedoeld zijn;
- 2° voor een rechtspersoon, de categorie waartoe ze behoort onder deze die in artikel 2, 1°, a) bedoeld zijn;
- 3° een beschrijving van het activiteitenproject waarvoor de subsidie wordt aangevraagd, en, wanneer de aanvraag op een coproductie betrekking heeft, het akkoord waardoor de partijen gebonden zijn;
- 4° budgettaire vooruitzichten die betrekking hebben op dat project, met inzonderheid een beschrijving van de andere openbare en private steun die wordt aangevraagd en/of verkregen voor het bedoelde project op het ogenblik van de indiening van de aanvraag;
- 5° een nota betreffende het volume van de geplande activiteiten;
- 6° een plan voor de verspreiding van het project;
- 7° een beschrijving van het doelpubliek;
- 8° een beschrijving van de werkgelegenheidsgraad, inzonderheid het volume van de kunstbetrekkingen en het volume van het bezoldigingsbeleid.

In afwijking van het eerste lid wordt een vereenvoudigd formulier door dezelfde dienst ter beschikking gesteld van de aanvragers. De Regering bepaalt de gegevens van het eerste lid die, op grond van het domein, de categorie en het bedrag van de aangevraagde subsidie, niet op dat vereenvoudigde formulier moeten voorkomen.”.

Art. 17. Artikel 49 van hetzelfde kaderdecreet wordt gewijzigd als volgt :

- 1° punt 1° wordt aangevuld met de woorden “en/of het doelpubliek”;
- 2° punt 2° wordt aangevuld met de woorden “inzonderheid het volume van de kunstbetrekkingen en het volume van het bezoldigingsbeleid.”;

Art. 18. Artikel 50 van hetzelfde kaderdecreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 50. De instantie brengt een met redenen omkleed advies uit, volgens het model dat door de door de Regering aangewezen dienst wordt bezorgd, over het al dan niet toekennen van een steun voor het project en over het bedrag ervan.

Daartoe neemt de instantie de specifieke kenmerken van de aanvrager in aanmerking, waarbij ze inzonderheid op de volgende evaluatiecriteria steunt :

- 1° de artistieke en culturele kwaliteit van het project;
- 2° de aandacht voor schepers, auteurs, componisten, en uitvoerende kunstenaars van de Franse Gemeenschap, en het gebruik van de eigenaardigste vormen of expressies in het betrokken domein;
- 3° het opnemen in het artistieke en culturele landschap van de Franse Gemeenschap, en, in voorkomend geval, de uitstraling op nationaal en internationaal vlak;
- 4° de overeenstemming tussen het artistieke project en de nadere regels, inzonderheid op begrotingsvlak, voor de uitvoering ervan.”.

Art. 19. Er wordt een artikel 50/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 50/1. De Regering beslist over de in artikel 48 bedoelde aanvragen.”.

Art. 20. In hoofdstuk III van titel VI van hetzelfde kaderdecreet, wordt een afdeling 3 toegevoegd, luidend als volgt :

“Afdeling 3. Duur

Art. 50/2. De steun voor het project heeft betrekking op een activiteitenproject met een maximumduur van drie jaar. De subsidie wordt jaarlijks uitbetaald.

De steun voor het project wordt onmiddellijk stopgezet, indien de begunstigde een programmaovereenkomst krijgt waarvan het bedrag van de jaarlijkse subsidie hoger is dan het bedrag dat door de Regering wordt vastgesteld met toepassing van artikel 47, 2°, of indien het gecumuleerde bedrag van de steun voor het project en van de programmaovereenkomst hoger is dan het bedrag dat door Regering wordt vastgesteld met toepassing van artikel 47, 2°.”.

Art. 21. In hoofdstuk III van titel VI, wordt een afdeling 4 toegevoegd, voorafgaand aan artikel 51 van hetzelfde decreet, luidend als volgt :

“Afdeling 4. Evaluatie”.

Art. 22. Artikel 51 van hetzelfde kaderdecreet wordt gewijzigd als volgt :

- 1° de woorden “gerichte steun” worden vervangen door de woorden “een steun voor een project”;
- 2° het woord “activiteitenverslag” wordt vervangen door de woorden “eindverslag over zijn activiteit”;
- 3° punt 4) wordt aangevuld met de woorden “en/of het doelpubliek”.

Art. 23. In afdeling 4 van hoofdstuk III van titel VI van hetzelfde kaderdecreet, wordt een artikel 51/1 toegevoegd, luidend als volgt :

“Art. 51/1. § 1. De persoon die een steun voor een meerjarenproject krijgt, stuurt aan de administratie, op het einde van elk afgelopen boekjaar, zijn jaarlijkse activiteitenverslag.

Dat verslag omvat minstens de volgende gegevens :

- 1° een vorderingsstaat van de projecten;
- 2° de balansen en rekeningen van het afgelopen boekjaar.

De operator stelt ook voor het volgende boekjaar zijn kunstprojecten en de begrotingsvooruitzichten voor.

§ 2. Wanneer het verslag niet binnen de vereiste termijn aan deze administratie wordt gestuurd, stuurt de administratie een herinneringsbrief en, als zij geen verslag binnen de maand ontvangt, een ingebrekestelling bij aangetekend schrijven. De termijn binnen welke aan die ingebrekestelling moet worden voldaan, is 15 dagen.

§ 3. De door de Regering aangewezen dienst van de administratie wordt belast met het onderzoek van het jaarlijkse activiteitenverslag. Als de voorwaarden voor de steun voor het project niet worden nageleefd, kan deze worden opgeschort, gewijzigd of ingetrokken overeenkomstig artikel 51/2.”.

Art. 24. In hoofdstuk III van titel VI van hetzelfde kaderdecreet, wordt een afdeling 5 toegevoegd, luidend als volgt :

“Afdeling 5. Opschorting, wijziging, intrekking

Art. 51/2. De nadere regels voor de opschorting, wijziging en intrekking

worden door de Regering vastgesteld. Geen beslissing tot opschorting, wijziging of intrekking van en steun voor een project kan worden genomen, als zij niet vooraf voor advies aan de bevoegde instantie werd voorgelegd, met uitzondering van de automatische sanctie die in artikel 50/2, tweede lid bepaald is.”.

Art. 25. Hoofdstuk IV - “Overeenkomsten” – van hetzelfde kaderdecreet, dat de artikelen 52 tot 61 omvat, wordt afgeschaft.

Art. 26. In artikel 62 van hetzelfde kaderdecreet, worden de punten 2° en 3° vervangen als volgt :

“2° de boekhouding voeren en de rekeningen opmaken overeenkomstig artikel 17 van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen en de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding van de ondernemingen;

3° gedurende de periode van drie jaar die aan de aanvraag voorafgaat, het bewijs leveren van een regelmatige beroepsactiviteit in de sector van de podiumkunsten en/of de steun voor projecten;”.

Art. 27. In artikel 62 van hetzelfde kaderdecreet, wordt punt 4° vervangen als volgt :

“4° als het om een eerste programmaovereenkomst gaat, financieel in evenwicht zijn; gaat het om een aanvraag tot hernieuwing en wanneer er geen financieel evenwicht is, een saneringsplan hebben dat door de Regering is goedgekeurd, of gelijktijdig op aanvraag een ontwerp van plan voor een financiële sanering voorstellen. In voorkomend geval, wordt de programmaovereenkomst na één jaar opgeschort, zolang het ontwerp van saneringsplan niet door de Regering is goedgekeurd.”.

Art. 28. Artikel 63 van hetzelfde kaderdecreet wordt vervangen als volgt :

“Artikel 63. De aanvraag om programmaovereenkomst wordt ingediend door middel van een formulier dat wordt bezorgd door de door de Regering aangewezen dienst, en dat de volgende gegevens omvat :

- 1° het(de) domein(en) onder deze die in artikel 1 bedoeld zijn;
- 2° de categorie waartoe de operator behoort, onder deze die in artikel 2, 1°, a) bedoeld zijn;
- 3° de persoonlijke gegevens van de operator en van zijn verantwoordelijken;
- 4° de historiek van de operator;
- 5° voor een eerste programmaovereenkomst, een synthetische voorstelling van de activiteiten die werden gevoerd gedurende de drie jaar voorafgaand aan de indiening van het dossier betreffende :
 - a) de activiteiten die in de Franse Gemeenschap werden uitgeoefend, op nationaal en internationaal vlak;
 - b) aantal toeschouwers en/of doelpubliek;
 - c) medewerkingsverbanden met andere operatoren en andere cultuurpartners op gemeenschaps-, nationaal en internationaal vlak;

- 6° de balans en de resultatenrekening van het boekjaar voorafgaand aan de indiening van het dossier;
- 7° voor de vijf jaar waarop de aanvraag betrekking heeft, de voorstelling van het activiteitenproject, inzonderheid :
- a) de krachtlijnen en de doelstellingen, met inbegrip van het opnemen van het project in zijn artistieke en culturele landschap op gemeenschaps-, nationaal en internationaal vlak;
 - b) de begeleiding, de ondersteuning of de promotie van kunstenaars en scheppers, inzonderheid de aandacht voor de hedendaagse werken, auteurs en componisten van de Franse Gemeenschap;
 - c) de typen en het volume van de geplande activiteiten, op grond van het jaarlijks gemiddelde en van de duur van de aangevraagde programmaovereenkomst;
 - d) het plan voor de verspreiding van de activiteiten, met inbegrip van hun uitstraling op gemeenschaps-, nationaal en internationaal vlak;
 - e) het bevorderingsplan die de digitale technologieën omvat;
 - f) het doelpubliek en de strategieën voor culturele bemiddeling, met inbegrip van de doelstellingen en de middelen voor de sensibilisatie en acties bestemd voor het schoolpubliek en de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinrichtingen;
 - g) het beleid betreffende de prijzen voor de toegang tot de activiteiten;
 - h) het vooropgestelde aantal toeschouwers, op grond van een jaarlijks gemiddelde, uitgedrukt in een percentage van het(de) meetinstrument(en) van de exploitatieplaatsen van de voorstellingen;
 - i) de begrotingsvooruitzichten betreffende de eerste twee boekjaren, met inbegrip van het percentage van de geplande eigen ontvangsten alsook een voorstelling van de verdeling van de lasten van de operator in verband met :
 - de infrastructuren;
 - de kunstactiviteiten;
 - de werking;
 - de eventuele specifieke opdrachten;
 - j) het aantal betrekkingen, inzonderheid het aantal kunstbetrekkingen en het bezoldigingsbeleid;
 - k) de nadere regels voor de medewerking met één of meer natuurlijke of rechtspersoon(en) die erkend zijn op grond van dit decreet en de optimaliserings- en mutualiseringsprocessen;
 - l) de regels voor een goed beheer, zoals bepaald in artikel 76/1.

In afwijking van het eerste lid, wordt een vereenvoudigd formulier ter beschikking van de aanvragers gesteld. De Regering bepaalt de gegevens van het eerste lid die, naargelang van het domein, de categorie en het bedrag van de aangevraagde subsidie, niet in dat vereenvoudigde formulier hoeven te worden opgenomen.”

Art. 29. Artikel 64 van hetzelfde kaderdecreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 64. De door de Regering aangewezen dienst van de administratie onderzoekt de aanvraag in de vorm van een standaardverslag, dat het nadien doorstuurt naar de bevoegde adviesinstantie, inzonderheid op grond van de volgende objectieveerbare criteria :

- 1° de in artikel 63 bedoelde gegevens;
- 2° de financiële haalbaarheid van het project.”

Art. 30. Art. 65 van hetzelfde kaderdecreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 65. De instantie brengt een met redenen omkleed advies uit volgens het model dat door de door de Regering aangewezen dienst wordt doorgestuurd over de opportuniteit een programmaovereenkomst toe te kennen en over het bedrag ervan.

Daartoe houdt de instantie rekening met de specificiteit van de aanvrager en steunt inzonderheid op de volgende evaluatiecriteria :

- 1° de artistieke en culturele waarde van het project;
- 2° de aandacht voor scheppers, auteurs, componisten, en uitvoerende kunstenaars van de Franse Gemeenschap, en het gebruik van de eigenaardigste vormen of expressies in het betrokken domein;
- 3° de capaciteit voor een culturele bemiddeling;
- 4° het opnemen in het artistieke en culturele landschap van de Franse Gemeenschap, en, in voorkomend geval, de uitstraling op nationaal en internationaal vlak;
- 5° de overeenstemming van het kunstproject met de nadere regels, inzonderheid op begrotingsvlak, voor de uitvoering ervan;
- 6° de meerwaarde van de structurele steun, inzonderheid inzake kunstbetrekkingen.”

Art. 31. Er wordt een artikel 65/1 toegevoegd, luidend als volgt :

“Art. 65/1. De Regering beslist over de in artikel 63 bedoelde aanvragen.”

Art. 32. Artikel 67, § 1, van hetzelfde kaderdecreet wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1, 1° tot 4°, wordt vervangen als volgt :

“§ 1. De programmaovereenkomst omvat, geheel of gedeeltelijk, naar gelang van de categorie en het bedrag van de subsidie, de volgende gegevens :

1° de datum van inwerkingtreding en de datum waarop ze eindigt;

2° het doel waarvoor de subsidie wordt toegekend, inzonderheid :

a) het(de) domein(en) onder deze die in artikel 1 bedoeld zijn;

b) de categorie waartoe de operator behoort onder deze die in artikel 2, 1°, a bedoeld zijn;

c) de beschrijving van het project en de doelstellingen voor de subsidiëeringsperiode op grond van de in artikel 63, 7° opgenomen gegevens;

d) de evaluatiecriteria zoals bepaald in artikel 65 en met verwijzing naar de doelstellingen die in de programmaovereenkomst vastgesteld zijn.

3° het bedrag van de subsidie en de nadere regels voor de uitbetaling ervan; dat bedrag wordt jaarlijks geïndexeerd op grond van de verhouding tussen het gezondheidsindexcijfer van de maand januari van het lopende jaar en dat van het voorafgaande jaar, en dit, voor de eerste keer vanaf 1 januari 2019.”;

2° de punten 5° tot 9° worden respectievelijk de punten 4° tot 8°.

Art. 33. Artikel 67, § 2, van hetzelfde kaderdecreet wordt afgeschaft.

Art. 34. Artikel 68 van hetzelfde kaderdecreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, tweede lid, worden de woorden “voor het volgend boekjaar” vervangen door de woorden “voor de twee volgende boekjaren”;

2° in § 2, worden, in de Franse tekst, de woorden “voie recommandée” vervangen door de woorden “envoi recommandé”, en, in de Nederlandse tekst, op het einde van de eerste zin, worden de woorden “, bij aangetekend schrijven” toegevoegd;

3° er wordt een § 3 toegevoegd, luidend als volgt :

“§ 3. De door de Regering aangewezen dienst van de administratie wordt belast met het onderzoek van het jaarlijkse activiteitenverslag. Als de voorwaarden van de programmaovereenkomst niet worden nageleefd, kan deze worden geschorst, gewijzigd of beëindigd op grond van artikel 71.”.

Art. 35. Artikel 69 van hetzelfde kaderdecreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 69. Binnen de drie maanden volgend op de datum van de eerste helft van de programmaovereenkomst, brengt de administratie de instantie op de hoogte van de stand van uitvoering ervan, vastgesteld op grond van de activiteitenverslagen van de eerste twee boekjaren van de programmaovereenkomst. De instantie geeft commentaar hierover en doet, in voorkomend geval, voorstellen.”.

Art. 36. Artikel 70 van hetzelfde kaderdecreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in het tweede lid, worden de woorden “van de vernieuwing” geschrapt;

2° er worden twee leden toegevoegd, luidend als volgt :

“Als de Regering geen beslissing neemt over de toekenning van de vernieuwing van de programmaovereenkomst wanneer die eindigt, wordt de subsidieperiode verlengd met een periode van één jaar, voor zover de operator zich niet bevindt in een toestand waarvoor een schorsing, een wijziging of een opzegging van de programmaovereenkomst vereist is. Als de beslissing tot vernieuwing van de programmaovereenkomst wordt genomen, wordt de duur van die verlenging in de in artikel 66 bedoelde periode van vijf jaar meegerekend.

Binnen de perken van de in artikel 39 bedoelde beschikbare begrotingskredieten is het bedrag van de subsidie van dat boekjaar gelijk aan het bedrag van de jaarlijkse subsidie dat bepaald is in de programmaovereenkomst die eindigt.”.

Art. 37. In artikel 73 van hetzelfde kaderdecreet worden de woorden “met een overeenkomst of” geschrapt.

Art. 38. Artikel 74 van hetzelfde kaderdecreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid worden de woorden “duidt een of meer intendanten aan” vervangen door de woorden “wijst de dienst aan “ en wordt het woord “uitvoeren” vervangen door het woord “uitvoert”;

2° in het eerste lid, worden de woorden “de overeenkomsten en” geschrapt;

3° het tweede lid wordt afgeschaft.

Art. 39. In artikel 75 van hetzelfde kaderdecreet, worden de woorden “De intendanten brengen over hun taken verslag uit” vervangen door de woorden “De met toepassing van artikel 74 aangewezen dienst brengt verslag uit over zijn opdrachten”.

Art. 40. Artikel 76 van hetzelfde kaderdecreet wordt gewijzigd als volgt :

- 1° in § 1, eerste lid, worden de woorden “of met een overeenkomst” geschrapt;
- 2° in § 1, tweede lid, worden de woorden “de bevoegde intendant” vervangen door de woorden “de dienst die door de Regering met toepassing van artikel 74 wordt aangewezen”;
- 3° in § 2, worden de woorden “of met een overeenkomst” geschrapt;
- 4° in § 3, worden de woorden “of de overeenkomst” geschrapt;
- 5° in § 4, worden de woorden “een of meer intendanten” vervangen door de woorden “de dienst die door de Regering met toepassing van artikel 74 wordt aangewezen”;
- 6° in § 4, worden de woorden “of de overeenkomst” geschrapt.

Art. 41. In hetzelfde decreet wordt een nieuwe titel VIII “Beginselen van behoorlijk bestuur” ingevoegd, luidend als volgt :

“Titel VIII BIS.- Beginselen van behoorlijk bestuur

Artikel 76/1. De operatoren die een programmaovereenkomst genieten, stellen voor zichzelf regels van behoorlijk bestuur vast, die inzonderheid op de volgende gegevens steunen :

- 1° een openbare oproep tot kandidaten voor de werving en de selectie van de directie;
- 2° een officieel en schriftelijk kader van akkoorden tussen de raad van bestuur en de directie, dat inzonderheid de volgende gegevens vaststelt :
 - a) de rol van de directie binnen de beheersorganen;
 - b) de duur van de directiemandaten;
 - c) de evaluatie door de raad van bestuur van het kunstproject en van het beheer van de directie, op periodieke wijze en/of vóór de vernieuwing van het directiemandaat;
 - d) de eventuele onverenigbaarheid van directiemandaten;
 - e) de omvang van de aansprakelijkheid.”.

Art. 42. Artikel 77, § 1, van hetzelfde kaderdecreet wordt gewijzigd als volgt :

- 1° er wordt een punt 7° toegevoegd, luidend als volgt :

“7° het koninklijk besluit van 1 augustus 1964 tot regeling van de toekenning van toelagen voor in België georganiseerde festivals van toneel-, muziek- of lyrische kunst;”;
- 2° er wordt een punt 8° toegevoegd, luidend als volgt :

“8° het decreet van 13 juli 1994 betreffende het kinder- en jeugdtonel.”.

Art. 43. In hoofdstuk II van titel IX “Slotbepalingen” van hetzelfde kaderdecreet wordt een artikel 81/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“81/1. § 1. De overeenkomsten en programmaovereenkomsten die in het kader van dit decreet gesloten zijn, en die op 1 juli 2016 van kracht zijn, eindigen op 31 december 2017.

Eindigen op 31 december 2017 :

- 1° de erkenning van de gezelschappen, toegekend met toepassing van het decreet van 13 juli 1994 betreffende het kinder- en jeugdtonel;
- 2° de erkenning en de programmaovereenkomst van de gezelschappen, toegekend met toepassing van hetzelfde decreet van 13 juli 1994;
- 3° de erkenning van de toneelcentra, toegekend met toepassing van hetzelfde decreet van 13 juli 1994.

§ 2. Alle programmaovereenkomsten die in het kader van de beroepssector van de podiumkunsten te sluiten zijn, beginnen op 1 januari 2018 en eindigen op 31 december 2022.

De aanvragen om programmaovereenkomsten voor de periode 2018-2022 worden uiterlijk op 16 januari 2017, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend.

§ 3. De aanvragen om steun voor meerjarenprogramma’s voor de periode 2018-2019 of 2018-2020 worden uiterlijk op 16 januari 2017, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend.

§ 4. Voor de operatoren van de sector van de podiumkunsten waarvan de overeenkomst of de programmaovereenkomst op 31 december 2016 eindigt, moet de Regering de overeenkomst of de programmaovereenkomst met één jaar verlengen, voor zover de operator zich niet in een toestand bevindt die een schorsing, een wijziging of een opzegging verantwoordt.

§ 5. De operatoren van de sector van de podiumkunsten waarvan de overeenkomst of de programmaovereenkomst vroegtijdig is beëindigd met toepassing van § 1, eerste lid, en die geen vernieuwing voor de periode 2018-2022 krijgen, genieten een steun voor projecten gedurende het jaar of de jaren waarin hun overeenkomst of programmaovereenkomst nog geldig was, voor zover ze zich niet bevinden in een toestand die een schorsing, een wijziging of een opzegging van de overeenkomst of de programmaovereenkomst zou hebben verantwoordt.

De gezelschappen en de toneelcentra die erkend zijn met toepassing van het decreet van 13 juli 1994 betreffende het kinder- en jeugdtonel waarvan de erkenning vroegtijdig werd beëindigd met toepassing van § 1, tweede lid, en die geen vernieuwing krijgen voor de periode 2018-2022, ontvangen een punctuele steun gedurende het jaar of de jaren waarin hun erkenning nog geldig was, voor zover ze zich niet in een toestand bevinden die een schorsing of de intrekking van de erkenning zou hebben verantwoordt.

Binnen de perken van de in artikel 39 bedoelde beschikbare begrotingskredieten, is het bedrag van de in het eerste en tweede lid bedoelde punctuele steun gelijk aan het bedrag van de overeenkomst, de programmaovereenkomst, of de erkenning die vroegtijdig werd beëindigd met toepassing van § 1.

§ 6. Totdat een transversale adviesinstantie voor de podiumkunsten die specifiek is voor de projecten voor het jonge publiek is opgericht, worden de aanvragen om financiële steun bedoeld in artikel 35 betreffende het theater voor jong publiek ingediend bij de Raad voor kinder- en jeugdtonel.”.

Art. 44. Dit decreet treedt in werking op de tiende dag na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van artikel 42, 2°, van dit decreet, dat op 1 januari 2018 in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 13 oktober 2016.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,
Mevr. A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
Mevr. M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
Mevr. I. SIMONIS

Nota

Zitting 2015-2016

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 332-1.

Zitting 2016-2017

Stukken van het Parlement. - Commissieamendementen, nr. 332-2. - Verslag, nr. 332-3.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. Vergadering van 12 oktober 2016

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/205713]

27 OCTOBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi du 6 janvier 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 juillet 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 juillet 2016;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 14 juillet 2016;

Vu le protocole de négociation n° 708 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 16 septembre 2016;

Vu le rapport du 14 juillet 2016 établi en application du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 60.147/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 octobre 2016 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 7, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012, les mots "contractuels auxiliaires, pour tâches spécifiques et experts, engagés à durée indéterminée" sont remplacés par les mots "contractuels engagés à durée indéterminée, à l'exclusion du personnel contractuel engagé en remplacement d'agents absents ou dans l'attente de l'arrivée d'un agent statutaire dans leur emploi".

Art. 2. Dans l'article 8, alinéa 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012, les mots "les contractuels auxiliaires, les contractuels pour tâches spécifiques et les contractuels experts, engagés à durée indéterminée" sont remplacés par les mots "les contractuels engagés à durée indéterminée, à l'exclusion du personnel contractuel engagé en remplacement d'agents absents ou dans l'attente de l'arrivée d'un agent statutaire dans leur emploi".